

À la recherche d'un nouveau paradigme opérationnel en Afghanistan

Par Michel Goya & Camille Sicourmat

En physique, lorsque le mouvement des planètes ne correspond pas à la théorie, c'est que des forces inconnues sont à l'œuvre et que la théorie même mérite soit d'être approfondie, soit d'être remplacée. Urbain Le Verrier a ainsi résolu l'énigme du mouvement 'étrange' d'Uranus par la 'découverte' de Neptune, confirmant ainsi spectaculairement les équations de la physique newtonienne, mais a échoué à expliquer les perturbations de l'orbite de Mercure. Il a fallu pour cela attendre une nouvelle théorie: la relativité.

L'art de la guerre évolue de manière similaire, par confirmation ou infirmation de paradigmes. Surprenante par son ampleur, la victoire de la coalition lors de la première guerre du Golfe peut ainsi apparaître comme une confirmation des réflexions américaines des années 1970-80 (*AirLand battle*, Révolution dans les affaires militaires, cercles de Warden). En revanche, les difficultés éprouvées depuis 2001 dans le Grand Moyen-Orient par les armées occidentales face à des organisations non étatiques armées, évoquent beaucoup plus les anomalies de Mercure, tant elles paraissent inexplicables au regard de l'énorme différence de puissance matérielle entre les adversaires. En Afghanistan en particulier, la plus grande organisation militaire du monde, l'OTAN (70% du budget militaire mondial, conçue et organisée pour faire face aux 200 divisions blindées-mécanisées du Pacte de Varsovie), est mise en échec par des groupes armés dont l'effectif combattant total atteint à peine celui de deux divisions d'infanterie.

Cette inefficacité flagrante des outils militaires occidentaux, qui contraste avec une suprématie pour l'instant incontestée sur le champ de bataille conventionnel, ne suscite pourtant que peu d'interrogations. Il s'agit pourtant là d'une faiblesse devenue évidente aux yeux du monde et dont les conséquences seront sans doute considérables pour les pays occidentaux s'il n'est pas procédé à une révision du paradigme opérationnel. L'accession à la présidence des États-Unis de Barack Obama et la nomination du général McChrystal à la tête des forces de la coalition en juin 2009 ont été l'occasion d'explorer d'autres directions opératives. Il n'est pas évident cependant que le plan décrit par le président Obama lors de son discours à West Point le 1^{er} décembre 2009, et approuvé par la communauté internationale lors de la conférence internationale de Londres sur l'Afghanistan du 28 janvier 2010, marque la rupture souhaitée dans l'art moderne de la guerre de contre-insurrection. Pour saisir la portée et les limites de cette nouvelle approche, il paraît nécessaire de revenir d'abord sur l'origine de l'inefficacité militaire de l'OTAN avant d'en préciser les limites et les premiers résultats.

Blocage opérationnel

La coalition dirigée par les États-Unis en Afghanistan-Pakistan mène un conflit global contre le terrorisme islamique mais y fait face à des adversaires très distincts, ce qui a conduit à deux directions opératives mettant en œuvre chacune des tactiques différentes. La première, baptisée opération 'Liberté immuable' (OEF: *Operation Enduring Freedom*), a toujours pour objectif la destruction d'Al-Qaida, dont les derniers éléments sont pratiquement tous localisés dans les zones tribales pakistanaises. Elle est menée, avec discrétion et avec la collaboration ambiguë du Pakistan, par des forces essentiellement américaines, le long de la ligne Durand mais aussi dans les centres de formation de l'armée afghane.¹

La seconde est menée par l'État afghan et la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) contre trois grandes organisations pachtounes dont les bases sont également au Pakistan: les Talibans (ou néo-Talibans), le réseau Haqqani et le mouvement de Gulbuddin Hekmatyar, mais aussi contre une multitude de groupes locaux aux alliances et aux motivations changeantes. La FIAS elle-même est une structure complexe et hétérogène, réunissant quarante-trois contingents militaires nationaux, presque tous issus de l'OTAN, que l'on peut partager en deux groupes: ceux qui, depuis 2006, mènent des opérations de guerre (au sein des commandements régionaux Sud, Est et à Kaboul) et les autres, aux règles d'engagement souvent très restrictives. Cette action militaire est elle-même complétée par une action civile d'aide au développement, d'une organisation tout aussi complexe. À ces deux composantes régaliennes, il faut ajouter deux acteurs, porteurs d'effets mais aussi de désordres supplémentaires: les organisations non gouvernementales (ONG) et les sociétés militaires et de sécurité privées (SMSP), désormais interdites mais qui représentaient plus de 100000 *contractors* en septembre 2009 (dont 75% d'Afghans).² Cette constellation est associée à un gouvernement afghan pratiquement obligé, par culture mais aussi par la séparation des pouvoirs qui lui a été imposée, de composer en permanence avec un enchevêtrement conflictuel de chefs tribaux et de seigneurs de guerre.

La complexité byzantine de cette structure suffirait à elle seule à expliquer l'inefficacité globale de la coalition en Afghanistan. Les deux opérations militaires, longtemps séparées dans l'espace (OEF, le long de la ligne Durand et la FIAS à Kaboul et dans les provinces non-pachtounes), et les règles d'engagement, se sont superposées en 2006 lorsque la FIAS a pris en compte la totalité du territoire afghan. Pour plus de cohérence, les deux opérations ont été placées en 2008 sous un même commandement, qui ne pouvait qu'être américain. De fait, après une phase de désintérêt, de l'invasion de l'Irak en 2003 au rétablissement relatif de la sécurité dans ce pays en 2008, la conduite du conflit afghan s'est 'ré-américanisée' avec l'administration Obama et le doublement des effectifs militaires en Afghanistan en un an. La conduite générale des opérations s'effectue désormais bien plus à l'état-major du Central Command (CENTCOM) américain à Tampa, en

¹ Certains éléments français, comme ceux engagés dans la formation des officiers afghans (*Opération Épidote*), sont intégrés à cette opération.

² Lagarde, 24 mai 2010.

Floride, qu'à l'état-major OTAN de la FIAS à Brunssum, aux Pays-Bas, et ses évolutions se décident au Pentagone et à la Maison Blanche.

À cette complexité organisationnelle, il faut ajouter une réticence générale à se lancer dans une vraie guerre de contre-insurrection. Les Américains, refusant plutôt le terme contre-insurrection, qui fait appel à l'expérience refoulée du Vietnam, ont nettement privilégié une déclinaison de la 'révolution dans les affaires militaires', qu'ils ont baptisée 'anti-terrorisme' et appliquée à la lutte contre les organisations non étatiques. Cette pratique, reposant sur la destruction de la structure ennemie par une multitude de raids et frappes ciblés, s'est avérée assez efficace contre Al-Qaida, mais beaucoup moins lorsqu'il s'est agi d'affronter des organisations rebelles liées à la population locale. Elle est même franchement contre-productive lorsqu'elle s'acharne à frapper de simples combattants locaux ou lorsqu'elle s'accompagne de fortes pertes civiles. Presque neuf ans après le début de la guerre, le nombre de combattants rebelles, permanents ou occasionnels, n'a jamais été aussi élevé. Il est de toute façon presque inépuisable dans un 'Pachtounistan' à forte culture guerrière qui comprend plusieurs millions d'hommes 'd'âge militaire'.

Du côté des Alliés des États-Unis, formant jusqu'en 2009 la majorité des forces de la Fias, c'est plutôt la notion de guerre qui a été niée. La coalition a privilégié une action indirecte reposant sur l'appui aux forces de sécurité et l'aide au développement. Le premier volet a été lent à se dessiner. À la fin de 2009, l'armée et la police nationales ne comprennent toujours que, respectivement, 94000 et 84000 hommes, pour une population d'environ 31 millions d'habitants, soit beaucoup moins, en proportion, qu'en France. Ces deux institutions, et la police bien plus que l'armée, souffrent également d'un manque de moyens, de la corruption, d'un taux de désertion élevé et d'une image auprès de la population, surtout pachtoune, pour le moins mitigée.

Quant à l'action dite civile, elle a été longue à s'organiser, et reste dispersée et insuffisante par rapport aux immenses besoins. Les effectifs qui y sont consacrés par les différents ministères et les moyens engagés représentent environ 10% de ceux engagés pour l'action militaire, pour finalement offrir une aide par habitant dix fois inférieure à celle qui a été prodiguée au Kosovo depuis 1999. Sur les trente milliards promis, une vingtaine a été effectivement versée. L'agence Acbar, qui regroupe une centaine d'ONG, a estimé dans un rapport de 2008 qu'un tiers avait disparu dans les différentes administrations afghanes, et que 40% avaient servi à payer des entreprises occidentales d'expertise et de sécurité.³ Au bout du compte, seuls 10% des fonds promis ont réellement servi à reconstruire l'économie et les services sociaux afghans, avec des progrès indéniables dans certains domaines comme la santé, l'éducation et certaines infrastructures routières, mais avec surtout comme conséquence de provoquer des dépendances, des déséquilibres et des conflits. À cet argent, il faut associer le milliard de dollars de chiffres d'affaires issu de la culture de l'opium et les dépenses militaires directes de la coalition. Le Département américain de la Défense dépense ainsi trois milliards de dollars par an pour simplement sous-traiter à des 'hommes forts' locaux la sécurité des convois logistiques.

³ Lagarde, 2010b, p.65.

Tous ces flux, qui dépassent en volume celui du produit intérieur brut afghan, alimentent les circuits occultes de financement. Des Talibans jusqu'aux différents chefs de guerre, dont Ahmad Wali Karzaï, le propre frère du président, en passant par les fonctionnaires corrompus (et notamment ceux de la police nationale), une multitude d'acteurs a un intérêt économique à ce que l'aide, et donc la guerre, continue. À l'échelon local, les collusions entre chefs de guerre, administrateurs, rebelles pour se partager l'aide étrangère sont innombrables.⁴ Selon une étude de la Chambre des représentants, le renforcement considérable de l'effort civil et militaire depuis 2008 aurait conduit au doublement de la corruption en Afghanistan,⁵ classé 179^e en 2009 (sur 180) par l'association *Transparency International*.⁶ L'injection massive d'argent a des effets contradictoires sur la guerre, mais contribue finalement plus à la perpétuation qu'à la résolution du conflit.

Ces deux approches de la coalition, directe sur l'ennemi et indirecte sur la population, sont fortement contraintes par un troisième facteur: la préservation de ses propres soldats – désormais rares et chers comme dans les armées du 18^e siècle –, considérée comme la condition *sine qua non* du soutien des opinions publiques. Ce souci de protection aboutit, dans le cas de l'approche directe sur l'ennemi, à privilégier l'emploi à distance de la puissance de feu. Cette action à distance contient intrinsèquement plusieurs éléments négatifs à long terme. En premier lieu, il est extrêmement coûteux d'utiliser pour elle des matériels de haute-technologie prévus pour affronter l'armée soviétique en Europe. On échange donc des risques physiques contre un investissement financier, et on en arrive ainsi à une guerre à un milliard de dollars par semaine pour les Américains. L'asymétrie de moyens est par ailleurs tellement importante que les opinions publiques occidentales ne comprendraient pas que les pertes soient équivalentes de part et d'autre lors des combats. Il devient nécessaire de présenter un ratio de pertes très favorable sous peine de susciter des interrogations. Or, la légitimité du ratio est subjective et dépend entre autres du degré d'adhésion à l'intervention. Le premier combat conséquent livré par les Américains au Vietnam, en 1965 dans la vallée d'Ia Drang, a été remporté au prix d'un soldat tué pour dix ennemis, ce qui a alors été salué comme une grande victoire. Cinq ans plus tard, tandis que l'opinion publique était devenue franchement hostile à la présence américaine, le même ratio de pertes obtenu lors de la bataille dite de 'Hamburger Hill' a suscité un scandale. Ajoutons enfin que dans le cadre d'une culture guerrière traditionnelle, refuser le combat rapproché est un signe de manque de détermination, voire de lâcheté.

On peut également protéger ses soldats en refusant de s'engager dans des zones difficiles, c'est-à-dire à dominante pachtounes, ou, lorsque c'est le cas, ne s'intéresser qu'à l'action civile et ne pas se préoccuper de l'ennemi. On obtient ainsi souvent un accord tacite de non agression mutuelle qui donne l'illusion d'une zone de paix là où il n'y a qu'une zone refuge. Malgré les aides et les dons, l'influence de l'ennemi auprès d'une population entièrement à sa merci ne peut dès lors que s'accroître. L'aide à la population

⁴ Corn, 23 juillet 2010.

⁵ Thierney, 2010.

⁶ Transparency International, *Corruption Perception Index 2009*.

ne produit plus que des effets négligeables, quand elle ne profite pas indirectement à la rébellion. Mais les apparences sont sauvées à court terme.

La transformation des Talibans

Dans ces conditions, et sans revenir sur les errements stratégiques passés (la priorité américaine accordée à l'Irak, ou l'incohérence de la lutte contre la culture du pavot), il n'a pas été étonnant de constater une dégradation progressive de la situation, avec une accélération à partir de 2006. Dans 'l'espace' créé par une administration absente et un tissu traditionnel déchiré par trente ans de guerre, les mouvements rebelles, et plus particulièrement les Talibans dans les provinces du Sud, pourtant peu appréciés, ont été, sinon les plus légitimes, du moins les plus rapides et les plus redoutables. Ils ont surtout été les plus aptes à s'adapter au nouvel environnement stratégique, transformant, avec l'aide des services spéciaux d'Islamabad (*Inter-Services Intelligence*, ISI), une simple milice religieuse en organisation de guérilla la plus performante de l'histoire afghane.

Cette transformation s'est effectuée en plusieurs phases. L'année 2002 est celle de la réorganisation autour de la *choura* de Quetta – le 'gouvernement' taliban – et des bases dans les provinces pakistanaises du Baloutchistan et du Waziristan. La période qui suit, de 2003 à 2005, est celle de la pénétration progressive dans les zones rurales pachtones, en partant des provinces du Paktika et de Zaboul pour remonter vers le centre, en Uruzgan, et au sud du Wardak, pour rayonner ensuite vers l'est et surtout au sud dans le Helmand et à Kandahar. Cette pénétration, réalisée avec des effectifs réduits, s'appuie surtout sur des alliances locales et un contrôle de la population par la peur, mais aussi sur l'attrait d'une administration et d'une justice qui apparaissent comme plus honnêtes et efficaces que celles du gouvernement.⁷ En 2006, l'extension du mandat de la FIAS dans le Sud et l'Est fait office de révélateur stratégique. Les combats sont très violents, mais les rebelles gardent le contrôle des zones rurales. À partir de 2007, les insurgés progressent encore au centre de l'Afghanistan et frappent régulièrement à Kaboul, par le biais du réseau Haqqani, puis dans des zones calmes jusque-là, comme les provinces d'Hérat, à l'ouest, ou de Kunduz, au nord. Ils peinent toutefois à s'implanter durablement hors des provinces pachtones.

Les effectifs des Talibans sont difficiles à évaluer, les estimations variant de 20 000 à 30 000 combattants en 2010, dont 25% opérant à temps plein.⁸ Les combattants permanents sont de trois types : les miliciens des tribus pachtones ; les *Makbati*, étudiants en religion issus des madrasas et les *Majburi*. Les *Majburi* sont des déçus des évolutions de l'Afghanistan, scandalisés par le sentiment de perte d'indépendance et d'exclusion des Pachtones, la corruption de l'administration, l'attitude des chefs de guerre ou celle des Occidentaux, riches et distants, les bavures ou les maladroites des troupes étrangères.⁹ Les

⁷ Dorrnsoro, 2009.

⁸ Cette estimation se fonde sur les chiffres avancés par trois ouvrages de référence sur le conflit : Kilcullen, 2009, p.49 ; Giustozzi, 2008, p.34 ; Dorrnsoro, 2010, p.8.

⁹ Dorrnsoro, 2009, p.230.

Talibans accueillent aussi quelques étrangers, Tchétchènes, Ouzbeks, Arabes, peu nombreux et maintenus à l'écart mais précieux par leur motivation et leurs savoir-faire, notamment ceux issus du nouveau front irakien. Les combattants occasionnels sont issus des alliances locales, payés à la journée ou simplement désireux de venir se battre.¹⁰

La rébellion ne doit donc pas se confondre avec le mouvement taliban, et celui-ci n'est pas non plus unitaire puisqu'au-delà du corps principal, la *choura* de Quetta comprend des organisations associées, qui revendiquent aussi parfois le label 'taliban'. Parmi ces groupes, on trouve le front de Tora Bora (ou Hezb-e-islami Kheles) de Anwar-ul-Haq Mujahed dans le Nangarhar, le réseau Mansour et surtout le réseau Haqqani, proche de l'ISI et d'Al-Qaida (et en grande partie responsable de l'introduction des attaques suicide dès 2004 et de leur développement considérable à partir de 2006).

À l'Est de l'Afghanistan, les provinces de Kunar et du Nurestan, toujours hostiles aux invasions étrangères et d'obédience majoritairement salafiste (opposée à l'école Hanafite des Talibans), ne constituent pas des terrains fertiles pour la propagande talibane. On y trouve de petits groupes rebelles salafistes et d'anciens moudjahidines qui agissent comme des Talibans, en prennent souvent le label, mais ne reconnaissent pas l'autorité du mollah Omar. L'organisation la plus importante de la région est le Hezb-e-Islami Gulbuddin (HIG) d'Hekmatyar. Fondé en 1977 sur le projet d'un État islamiste moderne, égalitariste et internationaliste, le HIG s'apparente aux mouvements fraternalistes des Frères musulmans. Bien qu'ennemi des Talibans et consulté lors des accords de Bonn en 2001, le HIG s'oppose à l'intervention américaine. Son emprise militaire est limitée à la région de Jalalabad, mais sa stratégie politique est plus complexe que celle des Talibans. En 2003, le HIG se scinde entre la branche Farouqui, qui est présente au Parlement, et le canal historique qui collabore avec Al-Qaida et même parfois avec les Talibans. Le lien entre les deux branches n'est cependant pas totalement rompu. Le HIG dispose d'un soutien plus localisé et restreint, mais peut recruter plus facilement parmi les non-pachtounes, en particulier dans le Nord.

Au niveau tactique, les Talibans conservent ainsi une grande légèreté et une grande capacité de circulation là où les forces de la coalition, très protégées, sont beaucoup moins mobiles, même si maîtresses de l'air. Cette mobilité terrestre supérieure, associée à la connaissance du terrain et surtout à celle de l'ennemi, dont tous les mouvements sont connus, permet de disposer de l'initiative presque complète des actions de combat. L'armement est à base de fusils d'assaut Kalashnikovs et de lance-roquettes RPG-7, rustiques, fiables, mais assez peu précis. Après avoir subi des pertes importantes, en particulier en 2005-2006, les Talibans ont, comme toute guérilla, appris à annuler en partie la puissance de feu adverse par leur imbrication partielle avec les forces de la coalition et la population, ainsi que par l'emploi de moyens plus indirects comme les engins explosifs improvisés (IED: *Improvised Explosive Devices*), responsables d'un tiers des pertes de la FIAS de 2004 à 2006 – puis de la moitié. Toutes ces actions de combat ne visent pas à

¹⁰ Ruttig, juillet 2009, p.7.

détruire physiquement les forces de sécurité afghane ou de la coalition, mais à les placer sur la défensive et à réduire leurs possibilités de contrôle sur la population.

Ces actions de combat sont exploitées dans le cadre d'une campagne de communication simple et efficace. Ceux qui avaient interdit la radio et le cinéma au temps de l'émirat, n'hésitent plus désormais à utiliser Internet, à accorder des entretiens aux journalistes (comme le mollah Dadullah sur la chaîne d'information *Al Jazeera*), ou à filmer leurs actions. Les vidéos sont montées à *Al-Sahab*, l'organe de presse et d'informations des Talibans. De la radio aux DVD distribués dans les bazars, en passant par les rumeurs, les Talibans dominent incontestablement les perceptions, au moins dans les campagnes pachtounes, avec des messages sur la corruption du gouvernement, la lutte contre les infidèles et la défiance des populations rurales à l'égard des villes.¹¹

Enfin, grâce à l'aide pakistanaise, à celle de bienfaiteurs du Golfe, aux 'dons' des trafiquants d'opium (entre 200 et 400 millions de dollars¹²), aux vols sur les convois ou le racket sur les travaux de reconstruction, le financement des Talibans est très varié et apparemment suffisant pour assurer le bon fonctionnement de l'organisation, et notamment accorder des primes substantielles aux combattants occasionnels. De la même façon que la présence de la coalition nourrit le recrutement, elle fournit également indirectement, avec l'aide internationale, une part substantielle du budget des Talibans. Celui-ci reste par ailleurs plusieurs dizaines de fois inférieur aux dépenses militaires de la coalition.

À la recherche d'une nouvelle direction opérative

Face à la progression de l'ennemi, la coalition s'est engagée dans un processus d'innovation, s'inspirant le plus souvent d'expériences passées ou contemporaines similaires, comme le conflit afghano-soviétique, la guerre du Vietnam ou la seconde guerre d'Irak, pour produire de nouveaux concepts (approfondissement de 'l'approche globale') ou encore de nouveaux outils (par exemple, les 'Équipes de reconstruction provinciales', ERP, ou PRT en anglais). Ces nouveautés ont cependant montré leurs insuffisances, et la rupture politique provoquée par l'élection de Barack Obama en novembre 2008 a été l'occasion de rechercher une nouvelle direction opérative afin de réaliser des objectifs stratégiques globalement inchangés.

Les débats qui ont entouré l'élaboration de ce nouvel art opératif, au niveau du commandement militaire et de la direction politique, mais aussi dans la sphère publique, ont largement revisité la discussion entre les deux approches de contre-insurrection (l'approche directe centrée sur l'ennemi, et l'approche indirecte centrée sur la population). Ce débat soulève en outre la question de l'avenir de chacun des deux volets de la mission : l'opération anti-terroriste 'Liberté immuable' sur la frontière afghano-pakistanaise, et la mission de la FIAS visant à renforcer l'État afghan et à assurer la sécurité sur l'ensemble du territoire.

¹¹ Dorronsoro, 2009, p. 226.

¹² United Nations Office against Drug and Crime, "Addiction, Crime and Insurgency: The Transnational Threat of Afghan Opium", 2009. <http://viewer.zmags.com/publication/7f3b8bec#/7f3b8bec/1>.

La première approche, dite ‘directe’ ou ‘antiterroriste’, et dont le Vice-président Biden est le partisan le plus éminent, dissocie la lutte contre Al-Qaida de celle qui se concentre sur les organisations rebelles afghanes, considérant que seule la première mérite vraiment d’être gagnée et que la seconde dépasse les moyens des États-Unis. Ses tenants prônent la simple sauvegarde de ‘l’Afghanistan utile’, c’est-à-dire celui des grandes villes et de la route circulaire, jusqu’à la victoire définitive contre Al-Qaida. La méthode préconisée est la traque des terroristes grâce à de nouveaux moyens de haute-technologie, les drones armés en particulier. Parallèlement, la formation de forces locales est reconnue comme nécessaire pour déployer au minimum ses propres troupes et permettre à l’appareil militaire afghan de poursuivre les missions antiterroristes.

De son côté, l’approche de contre-insurrection centrée sur la population insiste sur la protection et le contrôle de celle-ci afin de la couper de l’insurrection. Cette approche, développée en réaction à des insurrections anticoloniales menées au cours de la Guerre froide, a connu un renouveau avec le conflit irakien. Le *Counter-Insurgency Field Manual* (n°3-24) publié en 2006 par l’armée américaine, et promu par le général David Petraeus – artisan des succès américains de 2007-2008 en Irak et nouveau commandant de la coalition en Afghanistan –, incarne ce courant qui revisite les écrits de David Galula ou de Sir Robert Thompson. L’action militaire est pensée comme faisant partie d’une stratégie plus large visant à rétablir les fondements de la société. Le recours aux sciences sociales est encouragé pour mieux comprendre le terrain et l’ennemi. En Afghanistan, la FIAS et son ancien commandant, le général McChrystal, ont adopté cette approche destinée à lutter contre l’insurrection sur tout le territoire. La formation des forces locales est également encouragée.

L’adoption d’une approche aux dépens de l’autre détermine l’ampleur des efforts financiers et humains à mettre en œuvre, comme la durée de l’engagement de la coalition. Aussi, derrière le débat autour de l’approche de contre-insurrection à adopter, la question des buts poursuivis en Afghanistan se profile. Le débat s’articule alors autour de la question suivante: l’action de la coalition doit-elle se limiter à une traque anti-terroriste destinée à détruire ou, du moins, à contenir la menace que représente ce foyer pour la sécurité internationale, ou faut-il jeter les bases de l’édification d’un État stable en Afghanistan? L’administration Obama a choisi de poursuivre trois objectifs dans ce pays: empêcher Al-Qaida d’y établir un refuge; stopper l’avancée des Talibans et leur enlever la capacité de renverser le gouvernement; renforcer les capacités des forces de sécurité afghanes et du gouvernement afin qu’ils puissent prendre le contrôle et la responsabilité de l’avenir de leur pays.¹³ Il s’agit donc de concilier la traque antiterroriste avec un renforcement des autorités afghanes sans s’engager pour autant dans un effort de *state-building* long et coûteux. “L’époque des chèques en blanc est terminée”¹⁴ et la définition de *metrics* – indicateurs de progrès –, annoncée dès mars 2009 et arrêtée en septembre par

¹³ Allocution du président Barack Obama à la nation: “La stratégie d’avenir en Afghanistan et au Pakistan”, Académie militaire des États-Unis, West Point, 1^{er} décembre 2009. Disponible en langue française sur le site: <http://www.america.gov/st/texttrans-french/2009/December/20091201235420ptellivremos0.5568659.html>.

¹⁴ *Ibid.*

le Président Obama, témoigne de ce souci de transparence et d'optimisation des fonds alloués à l'action américaine en Afghanistan.

La définition de cette orientation stratégique est le fruit d'une réflexion de plusieurs mois menée par l'administration Obama, les responsables militaires et civils en Afghanistan et les principaux partenaires des États-Unis au sein de la coalition. En juin 2009, le Président Obama décide de remplacer le général McKiernan par le général McChrystal, qui prend le commandement des forces américaines et de la coalition en Afghanistan. À la demande du Président Obama, le général McChrystal dresse une évaluation initiale de la situation sur le théâtre au cours de l'été 2009. Le document dresse le constat d'un échec de la conduite des opérations et propose un plan en trois phases : l'envoi d'un renfort de 40000 hommes – inspiré du *surge* irakien¹⁵ – pour mieux tenir le terrain et frapper les esprits, une montée en puissance rapide des forces nationales de sécurité afghanes afin de leur passer le relais au plus vite et, enfin, une normalisation fondée sur une séparation progressive entre la population et l'insurrection. Les sollicitations du général McChrystal ont été discutées pendant plusieurs semaines au sein de l'administration Obama. Selon le journaliste Bob Woodward, auteur de *Obama's Wars* (2010), l'incapacité du commandement militaire à proposer des options d'envergure plus modeste a contribué à la dégradation des relations qu'il entretenait avec la direction politique. Finalement, le discours du Président Obama, prononcé le 1^{er} décembre 2009 à West Point, expose la nouvelle stratégie américaine. La stratégie proposée par le commandant de la FIAS est approuvée dans ses grandes lignes par le président des États-Unis, mais seuls 30000 hommes supplémentaires seront dépêchés sur le théâtre à partir du début de l'année 2010, et le quitteront progressivement à partir de mi-2011. Un effort similaire d'envoi de troupes est sollicité par le Président Obama auprès des autres États de la coalition. La nécessité 'd'afghaniser' le conflit, c'est-à-dire d'en confier la responsabilité de sa gestion aux autorités afghanes, a rapidement été évoquée lors de la conférence de Londres du 28 janvier 2010, et confirmée lors de la conférence internationale sur l'avenir de l'Afghanistan tenue à Kaboul, le 20 juillet 2010. L'année 2014 est retenue comme échéance à laquelle l'État afghan doit être autonome en la matière.

Le Surge afghan

Dépêchés auparavant par petites vagues successives, les renforts américains prévus dans le cadre du *surge* afghan sont envoyés massivement afin de reprendre l'initiative sur le terrain et d'illustrer la détermination de la coalition. Le contingent américain en Afghanistan triple ainsi en l'espace d'un an (de 32000 à quelques 100000 hommes¹⁶). Le *surge* est également civil puisque la nouvelle stratégie prévoit le triplement des conseillers civils sur le terrain (spécialistes agricoles, formateurs, ingénieurs ou juristes etc.). Le

¹⁵ Le *Surge*, ou 'sursaut', désigne la nouvelle direction opérative américaine menée en Irak à partir de février 2007, et qui s'est fondée sur l'envoi de renforts militaires américains (30000 hommes), un développement de l'action civile, et surtout le retournement des organisations sunnites nationalistes, restructurées dans le cadre du mouvement du 'réveil' pour fournir 100000 auxiliaires irakiens.

¹⁶ Tatu, 3 décembre 2009.

renforcement des effectifs doit permettre la création d'un rapport de force favorable à la reprise de l'initiative lors des combats et à la séduction de la population. Il n'est pas question de tenir le territoire afghan dans son ensemble, mais de contrôler les zones considérées comme 'utiles' – les centres de population, le *ring*¹⁷ – pour y diffuser un sentiment de sécurité, y 'gagner les cœurs' ou, du moins, les esprits. La démarche doit convaincre les indécis et les éléments modérés de l'insurrection qu'il est plus raisonnable de rallier le camp gouvernemental en position de force. Ainsi, privée de soutien populaire et subissant des défections, l'insurrection doit s'effriter peu à peu. Dans un second temps, les renforts permettent d'accélérer le processus de formation des forces armées afghanes.

Les renforts combattants sont dans un premier temps destinés aux grandes opérations de 'nettoyage' planifiées dans le sud afghan (Helmand, Kandahar). Une offensive sur Marjah, située au cœur de la province de Helmand, est d'abord lancée en février 2010 au cours de l'opération *Moshtarak*, qui rassemble 15000 soldats, américains, britanniques et afghans principalement. L'accent est mis sur la protection de la population, prévenue du lancement de l'opération longtemps auparavant. L'opération est ensuite conduite par les forces afghanes, et des représentants afghans sont dépêchés dans la région afin d'installer au plus vite une administration officielle. L'offensive de Kandahar, prévue initialement au cours du premier semestre 2010, est finalement déclenchée fin septembre avec le lancement de l'opération *Dragon Strike*. L'opération n'est cette fois annoncée que 24 heures après son déclenchement pour éviter la fuite des insurgés. L'offensive est conçue en 4 phases: raids des forces spéciales destinés à capturer ou tuer les sous-chefs talibans, déploiement d'unités mixtes afghano-américaines pour ratisser la zone, mise en place d'une administration dépendante de Kaboul, enfin développement de la zone.¹⁸

Le terrain ne pourra en effet être tenu dans le Sud que si la coalition parvient à trouver une solution au problème de l'opium, dont la culture est largement répandue dans la région. Source de financement pour l'insurrection, l'opium profite également à l'ennemi qui justifie sa présence sur le terrain par la protection qu'il apporte aux cultures contre les vellétés d'éradication de la coalition. L'offensive dans le Sud a été l'occasion pour la coalition de changer son approche du problème. L'heure n'est plus à la destruction des cultures mais au démantèlement du réseau trafiquant grâce à des raids ciblés entrepris parallèlement à la mise en œuvre d'incitations financières pour la culture de productions alternatives. Les effectifs de la DEA (Drug Enforcement Administration), démultipliés sur le terrain afghan depuis quelques années, ainsi que des membres du FBI et de la CIA épaulent les forces armées de la coalition et les forces afghanes dans cette entreprise. En avril 2010, les saisies d'opium avaient déjà augmenté de 924% au cours des 80 opérations menées en un an.¹⁹

¹⁷ La route circulaire reliant Hérat, Kandahar, Kaboul et Mazar-i-Sharif, principal axe de communication du pays.

¹⁸ Girard, 28 septembre 2010.

¹⁹ Bodeen, 2 avril 2010.

Mesure la plus visible de la nouvelle stratégie, l'envoi de renforts a été largement commenté. La décision de procéder à l'envoi de 30000 hommes supplémentaires a été critiquée dans un premier temps par les partisans du désengagement, qui dénoncent le coût humain et financier du conflit. Fin 2008, les guerres d'Irak et d'Afghanistan avaient déjà coûté un milliard de milliard de dollars.²⁰ Les forces américaines ont subi des pertes à hauteur de plus de 1300 depuis le début de l'engagement, et le nombre de tués par année ne cesse d'augmenter depuis 2006 pour la coalition dans son ensemble.²¹ Ce coût humain et financier est une préoccupation qui participe à la défiance généralisée dans les opinions publiques des États de la coalition vis-à-vis de l'engagement en Afghanistan. En engageant de larges effectifs dans des combats, la nouvelle stratégie devrait rendre le coût ostensiblement plus lourd encore à court terme.

Le 'sursis' dont dispose pour le moment la coalition en Afghanistan vis-à-vis des opinions des États participants sera-t-il suffisant pour obtenir des résultats probants? Navin Bapat a étudié les chances de succès du *surge* sous le prisme de la théorie des jeux. Il conclut que si le *surge* n'entraîne pas d'importantes défections dans l'insurrection au bout de deux ans, les États-Unis ne seront pas en mesure de le soutenir plus longtemps et les Talibans seront alors dans une position plus favorable qu'à présent pour défier le gouvernement Karzaï.²² L'annonce d'un retrait partiel des troupes américaines à partir de 2011 peut entraver l'atteinte de tels résultats si les ennemis y voient le signe que la volonté de la coalition est entamée et qu'il suffit d'attendre son départ pour prendre le pouvoir. Un retrait partiel est aussi susceptible d'être interprété comme une preuve de faiblesse, et la population pourrait se rallier davantage à l'insurrection qui, elle, ne prévoit pas de quitter le territoire... La volonté du Pakistan de lutter contre les insurgés sur son sol pourrait également en être entamée.

Le *surge* est critiqué dans un second temps par ceux qui considèrent qu'il fallait accorder au général McChrystal la totalité des effectifs demandés. Les renforts sont jugés insuffisants par certains experts américains tels Seth Jones, Rick Nelson, Adam Roberts, qui se réfèrent aux recommandations du manuel *FM 3-24* pour montrer que la densité minimale afin de tenir le terrain (20 hommes pour 1000 habitants) ne sera pas assurée en Afghanistan malgré le *surge*.²³ Outre ces considérations sur l'ampleur de l'effort humain consenti, l'emploi de ces renforts dans des combats massifs dans le sud est également critiqué. La concentration des forces dans les zones méridionales risque ne de ne pouvoir contenir, voire encouragera, l'influence grandissante des insurgés au nord, explique Gilles Dorronsoro.²⁴

²⁰ Allocution du président Obama, 1^{er} décembre 2009, *loc.cit.*

²¹ Recensement des pertes subies dans le cadre d'*Enduring Freedom*, effectué par le site *i-casualties.org*. Voir: <http://icasualties.org/OEF/index.aspx>.

²² Bapat, 2010.

²³ Jones, 2009; Nelson, 2009; Roberts, 2009.

²⁴ Dorronsoro, 2009.

Renforcement capacitaire du gouvernement afghan et de ses forces de sécurité

La nouvelle stratégie prévoit que les autorités afghanes prennent le contrôle et la responsabilité de l'avenir de leur pays en 2014. Pour ce faire, l'État afghan doit se doter d'un appareil administratif efficace et légitime, ainsi que d'un appareil de sécurité complet. De nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer un objectif jugé démesuré, si l'on considère le délai accordé et l'absence de soutien du principal partenaire – les États-Unis – qui refusent de s'engager dans une démarche de *state-building* manifeste. La persistance et l'ampleur du phénomène de corruption comme la difficile appropriation d'un modèle politique centralisé sont des difficultés majeures à dépasser rapidement. La lutte contre la corruption entreprise par la coalition s'articule pour l'heure autour de raids ciblés menés par des spécialistes américains de la DEA ou du FBI, en partenariat avec la *Major Crimes Task Force* du ministère de l'intérieur afghan. Cette entreprise incarne toute la difficulté du positionnement des États-Unis par rapport à l'État afghan: il s'agit de traiter l'une des difficultés majeures en Afghanistan tout en gardant suffisamment de retenue pour ne pas accroître les tensions avec le gouvernement partenaire, ne pas s'impliquer de manière trop manifeste dans une démarche ambitieuse de gouvernance, et ne pas compromettre les intérêts stratégiques poursuivis par les forces militaires (de nombreux corrompus soutiennent la coalition et lui fournissent des renseignements²⁵). Par ailleurs, aux difficultés inhérentes au contexte afghan, s'ajoutent les démarches contre-productives de la coalition. La coopération directe avec certains potentats locaux ou le recours à des acteurs sécuritaires non-officiels (SMP, milices) semble incompatible avec le renforcement de l'État afghan puisqu'ils contribuent à saper l'autorité déjà faible des dirigeants.

La stratégie de la coalition peut-elle toutefois être un succès en l'absence d'un partenaire afghan solide? La légitimité du gouvernement afghan, assimilé à la corruption, au népotisme et au narcotrafic dans beaucoup d'esprits, est aussi fragile que la relation qui le lie à la coalition. Les dommages collatéraux, les conditions de détention ou encore la liberté prise par la coalition sur le terrain lui ont été reprochés par l'administration Karzaï. Récemment, la décision d'interdire dans un délai de quatre mois les sociétés de sécurité privées en Afghanistan semble avoir surpris et indisposé la coalition.²⁶

Il est difficile de savoir dans quelle mesure la fragilité du partenariat qui lie la coalition à l'État afghan peut mettre à mal les chances de succès de la stratégie. Richard Fontaine et John Nagl relativisent ces faiblesses et rappellent qu'un problème de légitimité bien pire se posait au gouvernement irakien avant la mise en place du *surge*, qui a tout de même été qualifié de réussite.²⁷ Gilles Dorronsoro considère quant à lui qu'un effort de *state-building* minimal est à entreprendre pour garantir la capacité de Kaboul à défendre ses villes et ses régions stratégiques.²⁸ D'autres auteurs suggèrent de solliciter davantage,

²⁵ Chandrasekaran, 13 septembre 2010.

²⁶ Lasconjarias, 2010.

²⁷ Fontaine & Nagl, 10 décembre 2009.

²⁸ Dorronsoro, 2010.

voire exclusivement, les acteurs locaux – communautés, chefs traditionnels – pour ne pas avoir affaire au gouvernement central.

Sur le plan militaire, la stratégie fondée sur le processus ‘*clear, hold, build*’ doit aboutir à une quatrième étape: ‘*transfer*’. Pour l’heure, ce processus est peu engagé, le Sud comme l’Est afghan se situent encore en phase de ‘*hold*’. Toutefois, il est attendu que l’appareil de sécurité afghan atteigne les 305000 hommes en octobre 2011²⁹ grâce à un important effort de formation et soit ainsi prêt à prendre le relais. Les répercussions de cet effort devraient être triples: la sécurité devrait augmenter, l’aide au développement sera plus facile à mettre en œuvre et les forces afghanes seront davantage disponibles pour combattre les bastions insurgés. En outre, l’amélioration de la situation devrait participer à la séduction des indécis. Actuellement, les forces de sécurité afghanes comptent 256000 hommes.³⁰ Aux quelques dizaines de milliers d’hommes qu’il reste à former, s’ajouteront, selon les estimations américaines, 83000 hommes (morts au combat ou déserteurs) à remplacer.³¹

Si la formation de l’armée nationale afghane est généralement reconnue comme efficace, elle n’atteint pas pour autant le ‘rendement’ nécessaire à l’atteinte des objectifs dans les délais prévus. Un tiers des unités de l’ANA sont aujourd’hui autonomes.³² Un effort particulier a été porté sur le rythme de formation, qui obtient aujourd’hui des résultats probants: le rythme annuel de formation des forces afghanes entre 2002 et 2009 était de 26000 hommes; 100000 hommes ont en revanche été formés depuis le début de l’année 2010.³³ L’idée d’établir un système de conscription est évoquée pour obtenir les effectifs nécessaires. La persistance du problème de désertion – bien que des progrès notables aient été réalisés en la matière (1,5% de déserteurs par mois en 2006, contre 50% pour le premier bataillon³⁴) – incite à penser qu’il pourrait s’aggraver si le recrutement n’était plus basé sur le volontariat. Par ailleurs, la préoccupation quantitative ne doit pas éclipser la question de la qualité de l’armée afghane. La concurrence du système de promotion au mérite par d’autres logiques, notamment ethnique, nuit à la qualité de l’encadrement tandis que le personnel requis pour la formation semble manquer. Le général Caldwell, commandant la Mission d’entraînement de l’OTAN en Afghanistan (*NATO Training Mission-Afghanistan*, NTM-A), a sollicité l’envoi de 1000 nouveaux formateurs spécialisés auprès des dirigeants des États de la coalition fin septembre 2010.³⁵ La police afghane, dont la formation a débuté en 2003, est confrontée aux mêmes difficultés. La corruption, la toxicomanie et les difficultés de fidélisation du personnel y

²⁹ Bihan & Goya, 2010.

³⁰ Barnes, 28 septembre 2010.

³¹ *Ibid.*

³² Froidure, 2010, p.38.

³³ Barnes, 2010, *op.cit.*

³⁴ Jones, 2008, p.73.

³⁵ Barnes, 2010, *op.cit.*

sont sans doute plus développées encore.³⁶ Au-delà des difficultés à constituer une armée afghane capable de prendre le relais de la coalition, la question de la ‘viabilité’ de cet appareil de sécurité dans le cadre de l’État afghan constitue sans doute le problème le plus important.

Pour pallier le manque d’effectifs de l’appareil de sécurité régulier, des forces auxiliaires ont été progressivement mobilisées sur le théâtre. Parmi elles, la police nationale auxiliaire, créée en 2006, le Programme afghan de protection publique en 2008 et les Initiatives de défense locale mises en place mi-2009. La police nationale auxiliaire a notamment montré les limites de ce type de solution: loyauté envers des acteurs tiers, lacunes au niveau de la formation, détournement des moyens ou encore infiltration par l’ennemi sont autant de risques avérés. Les Initiatives de défense locale, fondées sur des incitations au travail, ont évolué dans deux provinces vers la constitution de groupes ‘d’auto-défense’. La démarche est généralisée mi-août 2010: un décret prévoit la création de milices locales en charge de la protection des villages dans toutes les provinces (ce décret a été promulgué quelques jours après l’interdiction de toutes les sociétés de sécurité privées en Afghanistan par le Président Karzaï). Inspirée par l’expérience irakienne, où l’initiative a été considérée comme un succès, cette démarche contribue à ‘l’afghanisation’ du conflit que les États-Unis appellent de leurs vœux. Ce droit d’user de la force accordé à des groupes locaux pourrait toutefois conduire à une plus grande complexité des rapports de force dans un pays marqué par la tradition des seigneurs de guerre.

La réconciliation comme outil opérationnel

L’ennemi, identifié autrefois comme monolithique à travers le prisme de la ‘guerre contre la terreur’, a de plus en plus été présenté comme polymorphe au cours des dernières années³⁷. L’insurgé défini comme ‘opportuniste’ est devenu un interlocuteur potentiel dans le cadre d’un processus de réconciliation largement assumé par la coalition. La conférence de Londres de janvier 2010, puis la ‘*Jirga* de paix’ d’avril 2010, ont officialisé la démarche. Plus de 140 millions de dollars – sur 500 estimés toutefois nécessaires par les Nations Unies³⁸ – ont été alloués lors de la conférence de Londres aux programmes de réintégration destinés à créer des emplois pour les anciens insurgés et à accorder des incitations financières à ceux qui renoncent à la violence. La démarche entreprise en Afghanistan vise dans un premier temps à encourager les hommes du rang et les commandants de niveau intermédiaire de l’insurrection à mettre un terme à la violence et à se joindre à un processus de réintégration. Il s’agit d’éloigner l’insurrection de sa base populaire: coupés de leur soutien et déstabilisés sur le plan logistique, les mouvements rebelles n’auront alors plus d’autres choix que le ralliement ou la marginalisation. Gilles Dorronsoro met cette perspective en doute: le vivier de recrutement dont dispose

³⁶ Voir à ces sujets: International Crisis Group, 2008; Wilder, 2007.

³⁷ Rubin, 2009.

³⁸ Nations Unies, Assemblée générale et Conseil de Sécurité, “La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales”, 10 mars 2010. Cf. http://www.operationspaix.net/IMG/pdf/NUCS_rapport_MANUA_2010-03-10_.pdf.

l'insurrection de l'autre côté de la frontière est si large qu'il compensera certainement les défections possibles.³⁹ Si la coalition, incapable d'écraser le mouvement dans son ensemble, ne peut déstabiliser l'insurrection en la coupant d'une partie de sa base, alors il ne lui reste qu'à traiter avec sa 'direction'.

La nomination de 70 membres du Haut Conseil pour la Paix, destiné à entamer des pourparlers avec les insurgés qui renonceraient à tout lien avec le terrorisme, constitue une nouvelle étape. Parmi les nommés figurent des chefs djihadistes et d'anciens Talibans.⁴⁰ Des contacts entre le gouvernement Karzaï et des commandants de haut niveau de l'insurrection auraient eu lieu récemment, selon le général Petraeus.⁴¹ Il convient de s'interroger sur la pertinence de la présence de la coalition dans ce processus. Une partie de l'insurrection est sans doute moins opposée au gouvernement afghan qu'à ce qu'incarne la coalition. Cette démarche doit-elle être entamée avant le départ de la coalition? Par ailleurs, une insurrection qui a le facteur temps de son côté n'a-t-elle pas intérêt à attendre d'être en position favorable pour entamer des négociations? Si tel était le cas, le facteur temps nous condamnerait à être en position de faiblesse pour voir un tel processus aboutir. Plus que jamais, une démarche de division de l'ennemi doit accompagner les négociations. Cette stratégie a déjà fait ses preuves: une coopération s'est établie ces derniers mois entre la coalition et la faction de Hekmatyar qui, selon Karim Pakzad, chercherait à profiter de cette position pour devancer les Talibans dans l'accession au pouvoir.⁴²

Conclusion

L'OTAN traverse une crise de 'stagflation' opérationnelle en Afghanistan, combinant une stagnation de l'efficacité militaire et une inflation des coûts humains et financiers. Comme dans les crises économiques décrites par Joseph Schumpeter, le blocage ne peut être surmonté que par un surcroît de ressources et surtout des innovations. La nouvelle direction opérationnelle décrite par le Président Barack Obama et mise en œuvre par le général Mc Chrystal, puis le général Petraeus, est risquée. Mais il s'agit sans doute là de la seule voie possible. L'idée d'une campagne d'action directe auprès de la population n'est évidemment pas nouvelle en soi. C'est le contexte en revanche, très différent des guerres de décolonisation, qui est nouveau, et il s'agit là, après l'Irak, d'un vrai test pour la capacité de l'OTAN à innover et d'un vrai laboratoire pour l'art opérationnel moderne. Les résultats des combats en cours engageront certainement l'orientation de l'emploi des forces armées américaines, et donc aussi par voie de conséquences européennes, pour les décennies à venir.

³⁹ Dorransoro, 2010.

⁴⁰ Site du *Nouvel Observateur*, "Afghanistan: le gouvernement désigne les membres du Haut Conseil pour la paix", 28 septembre 2010 : <http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20100928.FAP8691/afghanistan-le-gouvernement-designe-les-membres-du-haut-conseil-pour-la-paix.html>.

⁴¹ McGreal, 28 septembre 2010.

⁴² Site du *Figaro*, 8 juillet 2010 : <http://www.lefigaro.fr/international/2010/07/08/01003-20100708ARTFIG00581-afghanistan-la-strategie-de-la-derniere-chance.php>.

Bibliographie

- ALEXANDER, Thier J. & Azita RANJBAR, *Killing Friends, Making Enemies: The Impact and Avoidance of Civilian Casualties in Afghanistan*, Washington, DC, United States Institute of Peace Press, 2008.
- BAPAT, Navin A., "A Game of Theoretic Analysis of the Afghan Surge", *Foreign Policy Analysis*, vol.6, n°3, juillet 2010, pp.217-236.
- BARNES, Julian, "US Seeks Afghan Trainers", *Wall Street Journal online*, 28 septembre 2010. <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748704760704575516102309565636.html?KEYWORDS=caldwell>.
- BIHAN, Benoist & Michel GOYA, "L'axe du moindre mal? Le plan Obama-Mc Chrystal pour l'Afghanistan", *Cahiers de l'IRSEM*, n 2, mars 2010. Cf. http://www.irsem.defense.gouv.fr/IMG/pdf/Cahier2_Version_Finale_IRSEM.pdf.
- BODEEN, Christopher, "DEA Official Says Afghan Opium Seizures Soared in '09", *The Washington Times*, 2 avril 2010 : cf. <http://www.washingtontimes.com/news/2010/apr/02/dea-official-says-better-cooperation-caused-opium/>
- CHANDRASEKARAN, Rajiv, "Karzai Rift Prompts US to Reevaluate Anti-Corruption Strategy in Afghanistan", *The Washington Post*, 13 septembre 2010. Cf. <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/09/12/AR2010091203883.html>
- CORN, Tony, "COIN in Absurdistan: Saving the COIN Baby from the Afghan Bathwater (and Vice-versa)", *Small Wars Journal*, 23 juillet 2010. Cf. <http://smallwarsjournal.com/blog/journal/docs-temp/479-corn.pdf>.
- DORRONSORO, Gilles, "Stratégie gagnante des Talibans", in Olivier Entraygues (ss.dir.), *Afghanistan 1979-2009, La plume avant l'épée*, 2009.
- DORRONSORO, Gilles, "Afghanistan, Searching for Political Agreement", Carnegie Endowment for International Peace, avril 2010: http://www.carnegieendowment.org/files/searching_polit_agreement.pdf.
- FONTAINE, Richard & John NAGL, "Counterintuitive Counterinsurgency", *Los Angeles Times*, 10 décembre 2009. Cf. <http://cnas.org/node/3514>
- FROIDURE, Stéphane, "Afghanistan, accompagner les forces de sécurité", *Armées d'aujourd'hui*, n°351, juin 2010.
- GIRARD, Renaud, "L'OTAN déclenche la bataille de Kandahar", Site du *Figaro*, 28 septembre 2010 : <http://www.lefigaro.fr/international/2010/09/27/01003-20100927ARTFIG00679-l-otan-declenche-la-bataille-de-kandahar.php>.
- GIUSTOZZI, Antonio, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, London, Hurst and Company, 2008.
- GIUSTOZZI, Antonio (ed.), *Decoding the New Taliban: Insights from the Afghan Field*. Hurst/Columbia University Press, 2009.
- GIUSTOZZI, Antonio, *Empires of Mud: Wars and Warlords of Afghanistan*, Hurst/Columbia University Press, 2009.
- HUBAC, Olivier & Matthieu ANQUEZ, *L'enjeu afghan*, Bruxelles, André Versailles éditeur, 2010.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP, "Policing in Afghanistan: Still Searching for a Strategy", Asia Briefing, n°85, 18 décembre 2008. Cf. <http://www.crisisgroup.org/en/regions/asia/south-asia/afghanistan/B085-policing-in-afghanistan-still-searching-for-a-strategy.aspx> (consulté le 30 juillet 2010).
- JAUFFERT, Jean-Charles, *Afghanistan 2001-2010 : chronique d'une non-victoire annoncée*, Paris, Autrement, 2010.
- JONES, Seth G., "Afghan Government and Security Forces", in *Counterinsurgency in Afghanistan*, Santa Monica, CA, Rand Corporation, 2008. Cf. http://www.rand.org/pubs/monographs/2008/RAND_MG595.pdf.
- JONES, Seth, *In the Graveyard of Empires: America's war in Afghanistan*, New York, Norton, 2009.
- JONES, Seth, "US Strategy in Afghanistan", Rand Corporation, avril 2009. Cf. http://www.rand.org/pubs/testimonies/2009/RAND_CT324.pdf.

- KALYVAS**, Stathis N., *The Logic of Violence in Civil War*, New York, Cambridge University Press, 2006.
- KILCULLEN**, David, *The Accidental Guerilla : Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, New York, Oxford University Press, USA, 2009.
- KILCULLEN**, David, *Counterinsurgency*, New York, Oxford University Press, 2010.
- LAGARDE**, Dominique, “Afghanistan, Irak: des guerres très privées”, Site de *L’Express*, 24 mai 2010: <http://www.lexpress.fr/outils/imprimer.asp?id=894324&k=25>
- LAGARDE**, Dominique, *Afghanistan: en finir avec la guerre ?*, Paris, Express Roularta, 2010.
- LASCONJARIAS**, Guillaume, “Le décret Karzaï sur les Sociétés militaires privées”, in “Enjeux politiques”, *La lettre de l’IRSEM*, n°6, septembre 2010.
- McGREAL**, Chris, “Taliban Leaders Met with Afghan Government”, Site du *Guardian*, 28 septembre 2010: <http://www.guardian.co.uk/world/2010/sep/28/taliban-leaders-met-afghan-government>.
- MALEY**, William, *The Afghanistan Wars*, Basingstoke, Palgrave, Macmillan, 2002.
- MERCHET**, Jean-Dominique, *Mourir pour l’Afghanistan*, Paris, Jacob-Duvernet, 2008.
- NELSON**, Rick, “The Other Side of the Coin”, Washington, DC, Center for Strategic and International Studies, 1er octobre 2009. <http://csis.org/publication/other-side-coin>.
- RASHID**, Ahmed, *Le retour des Talibans*, Paris, Delavilla, 2009.
- ROBERTS**, Adam, “Doctrine and Reality in Afghanistan”, *Survival*, vol. 51, no. 1, février-mars 2009, pp.29–60.
- RUBIN**, Barnett R., ‘End the War on Terror’, in Rubin, Barnett R., Amin Saikal, & Julian Lindley-French, “The Way Forward in Afghanistan: Three views”, *Survival*, n°51: 1, 2009, pp.83-96.
- RUTTIG**, Thomas, “The Other Side – Dimensions of the Afghan Insurgency: Causes, Actors and Approaches to ‘Talks’”, Afghanistan Analysts Network, juillet 2009. <http://www.aan-afghanistan.org/uploads/200907%20AAN%20Report%20Ruttig%20-%20The%20Other%20Side.pdf>.
- SINNO**, Abdulkader H., *Organizations at War in Afghanistan and Beyond*, Ithaca, Cornell University Press, 2008, pp. 254-277.
- TATU**, Michel, “Afghanistan: le ‘surge’”, Fondation pour la recherche stratégique, chronique du 3 décembre 2009. <http://www.frstrategie.org/barreFRS/publications/chroniques/actualite233.php>.
- THIERNEY**, John F., “Warlord Inc. : Extortion and Corruption Along the US Supply Chain in Afghanistan”, Rapport pour le Sous-comité de sécurité nationale et le Comité des affaires étrangères, Chambre des Représentants des États-Unis, juin 2010. <http://media.washingtonpost.com/wp-srv/world/documents/warlords.pdf>.
- WILDER**, Andrew, “Cops or Robbers? The Struggle to Reform Afghan National Police”, Kaboul, Afghanistan Research and Evaluation Unit, 2007.